

KLARSEN SA
Rapports du commissaire aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2021



KLARSEN SA

1 cours Xavier Arnozan
33000 BORDEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur
les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2021

Exercice clos le 31 décembre 2021
KLARSEN SA
Ce rapport contient 26 pages



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société KLARSEN SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



W

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre société présente à l'actif de son bilan des immobilisations incorporelles d'une valeur brute de 8 570 752 euros telles que présentées de la page 13 de l'annexe. La méthode de valorisation de ces immobilisations est réalisée selon les règles et méthodes comptables décrites dans la note 2.2 de l'annexe. Conformément à la norme d'exercice professionnel relative aux estimations comptables et dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce

qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

W

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux, le 28 avril 2022

AUCENTUR
Commissaire aux comptes



Laurence VERSAILLE
Commissaire aux comptes, inscrite sur la liste
nationale des commissaires aux comptes,
rattachée à la CRCC Grande Aquitaine

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Bilan Actif

		31/12/2021			31/12/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Etat exprimé en euros					
Capital souscrit non appelé (1)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	1 636 292	1 360 639	275 653	215 415
	Fonds commercial (1)	5 505 496	4 805 496	700 000	700 000
	Autres immobilisations incorporelles	1 428 964	466 054	962 910	865 538
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	195 365	188 611	6 754	41 318
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	67		67	10 067	
Créances rattachées à des participations	917 547	791 343	126 204	121 790	
Autres titres immobilisés	8 602		8 602	8 602	
Prêts					
Autres immobilisations financières	55 000		55 000	55 000	
TOTAL (II)		9 747 334	7 612 143	2 135 190	2 017 730
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				3 684
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	1 104 989	183 907	921 082	717 298
	Autres créances	807 222		807 222	1 208 277
Capital souscrit appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	21 757	4 242	17 515	6 063	
DISPONIBILITES	374 361		374 361	471 795	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	3 498		3 498	2 632
	TOTAL (III)	2 311 827	188 149	2 123 677	2 409 748
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)	21 470		21 470	99 752	
TOTAL ACTIF (I à VI)		12 080 631	7 800 292	4 280 338	4 527 230
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				126 204	121 790
(3) dont créances à plus d'un an				858 392	188 622

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	31/12/2020
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	662 718	662 718
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	12 630 353	12 630 353
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	66 272	66 272
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	4 794 874	4 794 874
	Report à nouveau	(21 636 000)	(21 827 210)
	Résultat de l'exercice	258 341	191 209
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	Total des capitaux propres	(3 223 442)	(3 481 784)
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques	11 954	441 017
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	11 954	441 017
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	752	3 069 453
	Emprunts et dettes financières divers (3)	29 999	129 076
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	589 184	3 256 837
	Dettes fiscales et sociales	416 885	1 094 834
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	6 424 060		
	Produits constatés d'avance (1)	16 805	17 795
	Total des dettes	7 477 685	7 567 997
	Ecarts de conversion passif	14 142	
	TOTAL PASSIF	4 280 338	4 527 230
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	258 341,45	191 209,33
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	1 065 733	1 371 242
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	752	704
	(3) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat

		31/12/2021		31/12/2020	
		12 mois	% C.A.	12 mois	% C.A.
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	120 072	6,75	162 759	10,30
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	1 659 725	93,25	1 416 915	89,70
	Montant net du chiffre d'affaires	1 779 796	100,00	1 579 674	100,00
	Production stockée				
	Production immobilisée	131 255	7,37	126 209	7,99
	Subventions d'exploitation	2 000	0,11		
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	3 305	0,19	297 742	18,85
Autres produits	3 737	0,21	2 004	0,13	
	Total des produits d'exploitation	1 920 093	107,88	2 005 628	126,96
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements	17 258	0,97	14 201	0,90
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes	981 322	55,14	827 207	52,37
	Impôts, taxes et versements assimilés	18 575	1,04	18 593	1,18
	Salaires et traitements	386 369	21,71	414 534	26,24
	Charges sociales du personnel	129 988	7,30	149 994	9,50
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	109 749	6,17	80 237	5,08
Autres charges	10 328	0,58	314 974	19,94	
	Total des charges d'exploitation	1 653 590	92,91	1 819 740	115,20
	RES ULTAT D'EXPLOITATION	266 504	14,97	185 889	11,77
PRODUITS FINANCIERS Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	De participations (3)				
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 227	0,18	1 085	0,07
	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges	29 666	1,67	34 444	2,18
	Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
	Total des produits financiers	32 893	1,85	35 529	2,25
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 953	0,17		
	Intérêts et charges assimilées (4)	1 249	0,07	18 214	1,15
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières	4 202	0,24	18 214	1,15
	RES ULTAT FINANCIER	28 691	1,61	17 315	1,10
	RES ULTAT COURANT AVANT IMPOTS	295 194	16,59	203 204	12,86
	Total des produits exceptionnels	470 605	26,44	525 375	33,26
	Total des charges exceptionnelles	506 378	28,45	536 289	33,95
	RES ULTAT EXCEPTIONNEL	(35 773)	-2,01	(10 914)	-0,69
	PARTICIPATION DES SALARIES				
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	1 080	0,06	1 080	0,07
	TOTAL DES PRODUITS	2 423 591	136,17	2 566 532	162,47
	TOTAL DES CHARGES	2 165 250	121,66	2 375 322	150,37
	RES ULTAT DE L'EXERCICE	258 341	14,52	191 209	12,10

Annexe des comptes annuels

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2021** dont le total est de **4 280 338** Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de **258 341** Euros.

L'exercice a une durée de **12** mois, recouvrant la période du **01/01/2021** au **31/12/2021**.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. Référentiel comptable

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement ANC N°2014-03 à jour des règlements complémentaires applicables à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

1.1. Faits caractéristiques de l'exercice

La dénomination sociale de la société Groupe Actiplay a été modifiée en date du 11 juin 2021, la nouvelle dénomination sociale est KLARSEN.

La société KLARSEN avait demandé et obtenu une procédure de sauvegarde en date du 5 juillet 2017. La sortie anticipée de la procédure de sauvegarde a été acceptée le 16 mai 2018 et le plan de sauvegarde a été arrêté sur une durée de 96 mois. La procédure de sauvegarde a été convertie en procédure de redressement judiciaire le 25 avril 2019.

Le plan de continuation de la société a été intégralement accepté par le Tribunal de

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Commerce de Bordeaux le 9 décembre 2020. Une partie des créanciers représentant 4 484 K€ du passif ont accepté un abandon de 80% de leur créance soit un abandon de 3 587 K€ TTC et 3 374 K€ hors taxes qui sera constaté à l'issue du règlement sur 3 ans des 20% de leur créance.

La première échéance du plan a été réglée en juillet 2021 pour 538 K€.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a qualifié, le 30 janvier 2020, l'épidémie du COVID-19 apparue en Chine, d'urgence de santé publique de portée internationale. Elle l'a classée, le 11 mars 2020, en pandémie mondiale. Dans les différents pays confrontés à cette épidémie, les pouvoirs publics ont pris au cours du premier trimestre 2020 des mesures sanitaires (confinements, interdiction de rassemblement, etc.) et économiques avec la fermeture de certaines activités. En France, ces mesures ont été adoptées en mars 2020 avec la promulgation de l'état d'urgence sanitaire, les mesures sanitaires ont été reconduites en début d'année 2021.

Dans le cadre de la pandémie Covid-19, le groupe a pris toutes les mesures possibles pour préserver sa liquidité face au risque de baisse importante de son chiffre d'affaires, en s'inscrivant dans certains dispositifs d'accompagnement mis en place par le Gouvernement :

- maintien des activités essentielles dans le respect des directives gouvernementales et de l'interprofession - généralisation du télétravail
- arrêt des déplacements non indispensables
- demande de report de certaines cotisations sociales

Les états financiers de la société ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. A la date d'arrêté des comptes au 31 décembre 2021 de la société, la Présidence n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause sa capacité à poursuivre son exploitation.

1.2. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

1.3. Changements de méthodes

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

2. Détail des postes du bilan et du compte de résultat

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciel	1 à 5 ans
- Sites internet	1 à 3 ans
- Jeux	3 à 5 ans
- Autres immobilisations incorporelles	1 an
- Travaux d'aménagement	1 à 9 ans
- AAI divers	10 ans
- Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans
- Mobilier	3 à 5 ans

2.1.Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires)

2.2.Immobilisations incorporelles

Le poste fonds commercial présent au bilan correspond :

° aux sites internet "jeux.com"

° à l'achat du fonds de commerce ACTIPLAY par la société ACTIPLAY MONTPELLIER le 05/12/2011.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous estimons que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis.

Chaque année, un test de valeur est réalisé et les éventuelles dépréciations constatées.

Une dépréciation a été constaté pour un montant de 2 832 K€ au 31/12/2017. Elle a été porté à 4 305 K€ au 31/12/2018 et à 4 805 K€ au 31/12/2019, montant maintenu en 2021.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les immobilisations incorporelles comprennent également des fichiers acquis pour un montant de 1 428 K€ en valeur brute. Chaque année, un test de valeur est engagé et ces fichiers sont évalués par référence au revenu moyen par utilisateur(ARPU). Aucune perte de valeur n'est à constater à la clôture de l'exercice.

2.3.Immobilisations développées en interne

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par la SA KLARSEN regroupent les frais de développement des différents projets liés notamment à l'exploitation de logiciels et de jeux. La valorisation des différents projets est affectuée à leur coût interne. Une immobilisation incorporelle identifiable générée en interne résultant du développement d'un projet interne est comptabilisée à l'actif du bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- faisabilité technique du projet;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à la vendre l'immobilisation incorporelle;
- la probabilité de générer des avantages économiques futurs;
- la disponibilité de ressources techniques et financières pour achever le développement du projet;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Le montant net à la clôture des immobilisations générées en interne s'élève à 252 K€.

2.4.Tableau des immobilisations et amortissements

Cf page 13 et 14

2.5.Participations, autres titres immobilisés valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

2.6.Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.7.Tableau des créances et dettes par échéance

Cf page 17

2.8.Capital

Le capital social se compose de 3 313 592 actions.

2.9.Engagements de retraite

Les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes sociaux. Ils ont été provisionnés dans les comptes consolidés, conformément au règlement ANC n°2020-01, pour un montant total au 31/12/2021 de 9 K€ charges sociales comprises.

La méthode de calcul des engagements retraites utilisées est la méthode rétrospective en droits proratisés temporis. Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- ° départ volontaire à l'âge de 67 ans
- ° progression des salaires de 1% par an
- ° rotation forte du personnel
- ° probabilité de survie à l'âge de la retraite
- ° taux d'actualisation de 0.98 %

2.10.Provisions

Les provisions pour risques s'élèvent à la clôture à 11 954 € dont 2 953 € au titre de la perte de change et 9 000 € au titre d'une condamnation du conseil des prud'hommes pour laquelle la société a fait appel.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

2.11. Tableau des emprunts

Les emprunts font partie du plan de redressement et ont été soldé par le poste "Autres dettes" au cours de l'exercice.

3. Engagement hors bilan donnés et reçus

Dans le cadre du financement de l'acquisition du site Jeux.com, les emprunts ont été couverts par les garanties suivantes :

- Emprunt BPI France (ex OSEO) de 1 100 K€ :
 - ° retenue de garantie versée de 55 K€ remboursable à la fin du contrat
 - ° contrat d'assurance décès-invalidité de Julien PARROU au profit de BPI France (ex OSEO) pour 1 100 K€
- Au 31/12/2021, le montant restant dû à la BPI couvert par ces garanties est de 167 K€ compris dans le plan de redressement classé en "Autres dettes".

4. Autres informations

La société KLARSEN est la société mère d'un groupe consolidé regroupant 2 sociétés.

4.1. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice se sont élevés à 11 418 €

4.2. Membres des organes d'administration et de direction

L'information sur la rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée car cette information aurait pour effet de renseigner une donnée individuelle.

4.3. Partie liées

Les seules parties liées sont des filiales détenues à 100% et donc aucune information n'est à mentionner à ce titre.

4.4. Effectif moyen

L'effectif moyen du personnel est de 8 salariés.

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2021
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES						
	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	8 324 789		387 581	131 255	10 363
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 324 789		387 581	131 255	10 363

CORPORELLES						
	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers	172 374				172 374
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, mobilier	189 027		5 423		(915)
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	361 401		5 423		171 459

FINANCIERES						
	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations	923 200		5 837		11 422
	Autres titres immobilisés	8 602				
	Prêts et autres immobilisations financières	55 000				
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	986 802		5 837		11 422

	TOTAL	9 672 992		398 840	131 255	193 244	9 747 334
--	--------------	------------------	--	----------------	----------------	----------------	------------------

--	--	--	--	--	--	--	--

Amortissements

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2021
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	1 738 341	98 716	10 363	1 826 693
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 738 341	98 716	10 363	1 826 693
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	137 015	36	137 051	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier Emballages récupérables et divers	183 068	4 628	(915)	188 611
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	320 083	4 664	136 136	188 611	
TOTAL		2 058 424	103 380	146 499	2 015 305

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	3 684		3 684	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change	18 214	2 953	18 214	2 953
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	419 119		410 119	9 000	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		441 017	2 953	432 016	11 954
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations	4 805 496			4 805 496
	<ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 	791 343			791 343
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	177 778	6 369	240	183 907
	Autres	15 694		11 452	4 242
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		5 790 310	6 369	11 692	5 784 988
TOTAL GENERAL		6 231 327	9 323	443 708	5 796 941
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		6 369 2 953	240 29 666 413 803	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

		31/12/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	917 547	917 547	
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	55 000		55 000
	Clients douteux ou litigieux	199 799		199 799
	Autres créances clients	905 190	905 190	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	399 156	76 341	322 814
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	14 241	14 241	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	393 825	58 047	335 778
Charges constatées d'avances	3 498	3 498		
TOTAL DES CREANCES		2 888 256	1 974 865	913 392
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	752	752		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	589 184	428 247		160 937
	Personnel et comptes rattachés	32 439	32 439		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	229 817	229 817		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	150 713	141 232		9 481
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	3 916	3 659		257
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	29 999	29 999		
Autres dettes	6 424 060	182 782	4 198 407	2 042 870	
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	16 805	16 805			
TOTAL DES DETTES		7 477 685	1 065 733	4 198 407	2 213 545
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		29 999			

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Produits à recevoir		483 882
Autres créances clients		134 122
<i>CLIENTS FAE</i>	<i>134 122</i>	
Autres créances		349 760
<i>AVOIRS S/FACT A RECEVOIR</i>	<i>780</i>	
<i>AVOIRS A RECEVOIR RJ</i>	<i>29 320</i>	
<i>AVOIRS A RECEVOIR SAUVEGARDE</i>	<i>394</i>	
<i>AV A RECEVOIR CH VAR SAUVEGARD</i>	<i>306 064</i>	
<i>INTERETS COUR. A RECEVOIR</i>	<i>13 202</i>	

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Total des Charges à payer		426 904
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		751
<i>AGIOS COURUS A PAYER</i>	<i>751</i>	
Emprunts et dettes financières divers		1 249
<i>C/C INTERETS COURUS</i>	<i>1 249</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		382 133
<i>FNP CH VARIABLES SAUVEGARDE</i>	<i>137 796</i>	
<i>FNP FRS RJ CH.VARIABLES</i>	<i>22 464</i>	
<i>FNP CHARGES VARIABLES</i>	<i>99 174</i>	
<i>FOURNIS FNP CHARGES CANADA</i>	<i>4</i>	
<i>FRS FNP KENSINGTON SAUVEGARDE</i>	<i>676</i>	
<i>FNP CHARGES FIXES</i>	<i>122 018</i>	
Dettes fiscales et sociales		42 661
<i>CONGES ET PRIMES DE VACANCES A PAYER</i>	<i>28 744</i>	
<i>PROV PRIMES S/SALAIRES</i>	<i>200</i>	
<i>ORG.SOC. CH/CONGES A PAY.</i>	<i>9 676</i>	
<i>ORG.SOC. CHARGES A PAYER</i>	<i>125</i>	
<i>ETAT AUTRES CH. A PAYER</i>	<i>820</i>	
<i>ETAT CVAE-CFE RJ</i>	<i>257</i>	
<i>CAP TAXE APPRENTISSAGE</i>	<i>2 006</i>	
<i>CAP FAFIEC</i>	<i>750</i>	
<i>CAP ADESATT</i>	<i>83</i>	
Autres dettes		109
<i>CLIENTS AVOIRS A ETABLIR</i>	<i>109</i>	

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2021
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			3 498
CCA CHARGES FIXES		3 142	
CCA CHARGES VARIABLES		356	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			3 498

--

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2021
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION PRODUITS CONSTATES D AVANCE		16 805	16 805
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			16 805

--

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Capital social

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Nombre

Val. Nominale

Montant

		31/12/2021	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		3 313 592,00	0,2000	662 718,40
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		3 313 592,00	0,2000	662 718,40

--

Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Document soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros

31/12/2021

Entreprises liées

Entreprises avec lesquelles
la société a un lien
de participation

Actif immobilisé		
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations	67	
Créances rattachées à des participations	917 547	
Prêts et autres immobilisations financières		
Actif circulant		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	208 483	
Autres créances		
Capital souscrit appelé, non versé		
Dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 934	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 881	
Produits financiers		
Produits de participations		
Autres produits financiers		
Charges financières		
Charges financières		
Autres éléments		

--

